

Avis adopté

Séance plénière du 25 octobre 2023

Inégalités, pouvoir d'achat, éco-anxiété : agir sans attendre pour une transition juste
Rapport annuel sur l'état de la France en 2023

Déclaration du groupe CFDT

Le Rapport annuel sur l'état de la France (RAEF) 2023 décrit une France qui doit faire face à de multiples défis. Il pointe, une nouvelle fois, les difficultés de notre pays à préparer son avenir et constate une aggravation des inégalités, une détérioration du bien-être et de la santé, un affaiblissement des services publics et une dégradation de la situation environnementale. Il alerte sur le pouvoir d'achat, la pauvreté, la ségrégation scolaire, l'exclusion et l'assignation sociale qui créent des crispations nouvelles dans la société française.

Le sondage Ipsos constate ces inégalités – leurs sources, leurs conséquences ainsi que la montée de l'inquiétude et de l'éco-anxiété. Le RAEF s'appuie également sur le budget de référence de l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (ONPES) pour montrer les différents visages de la pauvreté et innove en étudiant le numérique en santé. Il fait également quelques préconisations concernant l'emploi et la réindustrialisation.

La CFDT partage ce constat qui induit une mise en danger de notre cohésion sociale mais regrette l'absence de propositions sur la réduction des inégalités. Pour la CFDT, il est nécessaire d'augmenter les recettes en sortant du dogmatisme du « pas d'augmentation de la fiscalité », notamment pour les multinationales, en allant vers un impôt progressif plus juste et en levant un emprunt pour les investissements en faveur de la transition écologique. Il est indispensable que les prélèvements obligatoires soient adaptés aux différents revenus et patrimoines et à la hauteur de nos besoins collectifs. Il faut lancer dès à présent une étude sur l'efficacité et la progressivité de l'impôt.

La CFDT insiste pour que l'état des lieux sans concession, que ce rapport annuel présente, soit pris en compte dans la construction et la mise en œuvre des politiques publiques.

La CFDT a voté l'avis.